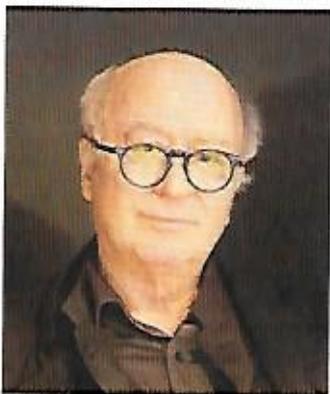


Le 7 janvier, une attaque terroriste au siège de l'hebdomadaire satirique Charlie Hebdo a coûté la vie à 12 personnes, au rang desquels les dessinateurs Cabu et Wolinski. Tous deux anciens d'Algérie, ils avaient rencontré Gérard Marinier en 1981 pour témoigner dans notre journal de leur passage sous les drapeaux. En leur mémoire, nous reproduisons ci-après des extraits de ces interviews.



En quelle année avez-vous revêtu l'uniforme, dans quelle arme et à quel endroit ?

— Le 5 janvier 1958, j'arrivais au 5^e Génie basé près de Versailles au camp de Satory. J'avais 25 ans. C'est là que j'ai suivi mes classes. (...) Le 12 mars 1960, j'embarquais à Marseille à destination de l'Algérie. Resté une quinzaine de jours à Oran, je me suis envolé pour Reggane où j'ai rejoint mon affectation comme détaché au Centre Saharien d'Expérimentation Militaire (CSEM). Ce n'était autre qu'un camp interarmes destiné à mettre au point et essayer la bombe atomique. Quelques mois après, c'est moi qui ai dessiné l'insigne du CSEM qui a ensuite été porté par tous les militaires de la base, quelle que soit leur arme d'origine. Il représente une explosion atomique sur une croix du désert (...).

Comment se présentait le CSEM et quelles étaient vos fonctions ?

— J'appartenais au 621^e groupe des Armes Spéciales. On m'avait affecté à l'Etat-Major où je m'occupais du courrier-départ au bureau du colonel. (...) La base était aménagée avec de nombreux bâtiments dont une quinzaine de hauts buildings en aluminium parfaitement climatisés et ressemblant un peu à des HLM en plein désert. Il y avait même un cinéma. La ville la plus proche était Colomb-Béchar (à 800 km) et nous nous trouvions à peu près entre les oasis d'Adrar et d'In Salah. Le ravitaillement se faisait uniquement par avion mais on voyait parfois passer des gens sur la piste qui

conduit à Gao. Tout compte fait, nous étions bien logés, bien climatisés et notre situation était infiniment meilleure qu'à Alger. Notre vie était aussi confortable que celle des pétroliers et je peux dire que j'ai passé cette période dans de très bonnes conditions.

Cette situation particulière à Reggane vous a évité toute participation à des combats. Quels sont alors les souvenirs qui sont restés en votre mémoire ?

— Non, je n'ai même jamais vu un fellagha en face. Si j'avais été dans une unité combattante, il est probable que je me serais battu comme les autres, car à l'époque, et comme beaucoup, j'étais un peu inconscient. Je n'avais pas d'idée politique précise. Ce n'est qu'après mon retour que j'ai pris des options. Il faut dire aussi que je suis né à Tunis et que j'avais toujours vécu au milieu des Arabes. Je n'étais pas très dépaycé. En fait, je me suis toujours trouvé plus proche des Arabes que des pieds-noirs, mais là-bas, ces derniers étaient complètement absents. Je me souviens bien sûr de mes permissions dont une pour la France et une autre pour Alger. J'ai même profité de cette dernière pour aller passer 8 jours en France. Je me suis mis en civil, j'ai pris un billet d'avion normal et je suis rentré chez moi. Je prenais là un gros risque, car la situation était très tendue à l'époque, mais tout s'est bien passé. (...) Sinon, sur la base même, on ne fai-



sait pas grand-chose. Je lisais beaucoup, je dessinais aussi et nous avions formé un groupe de bons copains qui se réunissaient souvent et qui faisaient de petites bouffes. (...) Pour tout vous dire, j'aimais beaucoup le désert. Chaque fois que je le pouvais, je faisais une virée en camion sur la piste. C'est une sensation extraordinaire de rouler en Dodge sur le sable. J'ai eu aussi l'occasion d'accompagner des missions en avion. Comme les ordres passaient par mon bureau, je savais s'il y avait des places disponibles et comme j'étais bien avec mes officiers, j'obtenais facilement l'autorisation. C'est comme ça que je suis allé à In Salah et même à Tamanrasset.

Des incidents et des péripéties quelconques ne sont-ils pas survenus durant ce séjour dans le grand sud ?

— Les hommes qui vivaient au camp n'étaient pas entraînés. (...) Alors, lorsque de temps en temps, des raids d'entraînement étaient organisés, toutes sortes de mésaventures arrivaient. Ou bien les camions se trompaient de piste, ou bien les hommes tombaient malades, ou bien ils n'emportaient pas ce qu'il fallait. (...) Sinon, au niveau de l'expérimentation atomique, c'était assez folklorique. Avant la première explosion, personne ne connaissait bien les risques et tout le monde crevait de trouille. On nous a tous amenés sur le bord de la falaise, la tête dans les mains et tournant le dos au lieu d'explosion. Nous étions à une centaine de kilomètres. C'était très impressionnant mais il y avait un côté marquant : c'est que nous voyions un tas de gens venus en observateur, y compris des femmes (des secrétaires, des spécialistes...). A la seconde explosion, cela ne faisait déjà plus le même effet. Je me rappelle aussi un fait assez incroyable. Les scientifiques de la base faisaient des expériences. Ils avaient placé des sacs remplis de lentilles, de haricots et autres légumes secs dans les zones susceptibles d'être contaminées pour mesurer ensuite quelle était la radioactivité sur ces aliments. Après l'explosion, ils ont prélevé les quantités nécessaires aux analyses et ont jeté le reste dans un ravin. Les indigènes ont récupéré ces denrées et... les ont mangées ! (...) Un autre jour, un jeune polytechnicien a flanqué la bombe

atomique dans un ravin ! Il avait réceptionné l'un des principaux éléments qu'il a placé dans un camion avec beaucoup de précautions, mais sans l'attacher. Dans un virage, la bombe est tombée et il a fallu... la déca-bosser ! Cela a fait toute une histoire et l'expérience a dû être retardée de plusieurs mois. (...)

Vous n'avez donc pas eu à souffrir beaucoup de votre vie militaire... ?

— Non, je n'ai pas été du tout marqué par la guerre en Algérie. A Reggane, nous étions en dehors de toutes actions militaires et nous suivions les événements par radio, sans avoir l'impression d'être concernés. C'était l'époque du putsch et nous n'avions pas d'inquiétude précise à ce sujet. Toute discussion politique était absente et nous restions vraiment à l'écart des événements. Nous avions notre petit boulot, nous menions notre petite vie et les vrais problèmes algériens ne parvenaient pas jusqu'à nous. Bien sûr, nous montions la garde et j'étais moi-même armé comme tout le monde. A ce sujet, il me revient une dernière anecdote. J'ai fait une énorme bêtise qui était d'autant plus grave que j'étais sous-officier. Une nuit où je montais la garde, j'ai oublié mon pistolet mitrailleur sur une table. Il faut vous dire que je suis très distrait et que je ne me rendais pas compte non plus de l'importance de cette négligence. J'ai donc oublié de rendre mon arme et, à la place de la permission que je venais de demander, je me suis retrouvé aux arrêts pendant 15 jours. (...)

Interviews publiées dans « Ils ont fait la guerre d'Algérie - 40 personnalités racontent », par G. Marinier - 1981.



Dessin publié dans le n° 62 d'AFN magazine de février 1984.



Vous aviez tout juste 20 ans lorsque vous avez embarqué à Port-Vendres, à destination d'Oran. Comment se fait-il que vous n'ayez pas fait vos classes en Métropole ?

– Le 1^{er} mars 1958, j'ai été incorporé à Metz, mais dans la nuit même, on nous a tous mis dans un train en direction de Port-Vendres. Le lendemain matin, et toujours en civil, nous partions pour l'Algérie. Nous avons été habillés dans une caserne d'Oran et je me suis retrouvé dans le Constantinois, au 9^e Zouaves près de Bougie. (...) Même si, officiellement, les régiments disciplinaires n'existaient plus, les traditions – elles – restaient et la discipline au 9^e Zouaves était plus sévère qu'ailleurs. (...) J'y ai fait mes classes pendant 4 mois. Deux mois en caserne pour apprendre le maniement d'armes et 2 mois d'application dans un petit fort en plein bled. Là, nous étions déjà confrontés aux réalités de la guerre. Notre section montait la garde toutes les nuits et nous trouvions cela assez pénible.

Qu'avez-vous fait à la fin de vos classes, à quelle unité avez-vous été affecté et quels ont été vos premiers sujets de réflexion ?

– J'ai été versé au 137^e RI stationné près de Constantine et là, j'ai été très étonné de constater que certains soldats du contingent avaient un comportement tout à fait inattendu. Par exemple, j'ai connu un dessinateur industriel qui se vantait d'avoir fait plus de 30 « corvées de bois ». (...) Et puis, on pratiquait le « renseignement ». Et je me suis aperçu qu'il n'y avait pas que des militaires de carrière, mais également des appelés volontaires pour faire ce travail. Je peux témoigner que ces appelés « interrogés » les prisonniers fellaghas et participaient aux tortures en même temps que les soldats de métier. Je ne veux pas noircir le tableau, mais je vous assure que la nuit, on entendait des cris affreux à l'ex-

trémité du camp et que c'était très dur à supporter.

Combien de temps êtes-vous resté au 137^e RI et qu'y avez-vous fait ?

– J'y suis resté 15 mois. J'étais 2^e classe, bien sûr, et je peux vous dire que je n'ai jamais tué personne. Pourtant, j'ai participé à de nombreuses opérations, mais notre rôle consistait surtout à encercler une grande zone d'environ 5 km de rayon de l'intérieur de laquelle la Légion et les Paras venaient nettoyer. Nous étions chargés de ne laisser sortir personne. Mais croyez-moi, on n'a jamais vu sortir quelqu'un... Dans ces conditions, les appelés – eux – subissaient des pertes minimales. C'était plutôt dans les embuscades que nos camarades tombaient. (...)

Avez-vous un souvenir anecdotique de cette période opérationnelle ?

– Nous étions en opération depuis 8 jours et nous occupions un piton dans une position d'appui. Tous les jours, nous étions ravitaillés en eau par un très gros hélicoptère. Mais celui-ci ne pouvait pas se poser sur le piton qui était trop étroit. Alors, nous devions descendre à 600 m en contrebas et remonter les jerricanes pleines sur l'épaule. Comme c'était en plein mois de juillet, cette corvée n'était pas très plaisante et nous nous disions que des hélicoptères plus petits pourraient sans doute nous ravitailler directement au sommet. Un jour, nous avons aperçu une Alouette et celle-ci est venue se poser juste sur le piton. A notre grande stupeur, un général en est descendu et a été immédiatement reçu par le colonel commandant l'opération. Ils se sont salués, le général a remis un paquet au colonel et nous nous sommes rendus compte que c'était une bouteille de champagne bien emballée (...). Et puis, le général est reparti sans rien avoir apporté d'autre. Je vous assure que cela a jeté un froid. Dans un autre ordre d'idée, je me souviens d'avoir ramassé des cadavres de fellaghas dans les champs. Nous venions les cher-



cher après les opérations qui s'étaient déroulées pendant la nuit. Ces opérations nocturnes étaient souvent effectuées par des harkis, abandonnant pour un temps leur uniforme français et se déguisant en fellaghas pour nettoyer un village, souvent au corps à corps. (...)

Quels souvenirs gardez-vous de vos camarades appelés, comment se comportaient-ils, quelle était l'ambiance dans votre Compagnie ?

– Nous étions en permanence dans l'attente d'une opération et nous avions la trouille. Je sais que j'étais bien content lorsque nous restions plusieurs jours sans partir. Entre deux actions, on nous fichait royalement la paix. On ne nous ennuyait pas pour une question de coupe de cheveux, d'uniforme ou de discipline. Par contre, on pouvait nous demander de nous lever en pleine nuit pour partir aussitôt. Pour les officiers, c'était différent. Je revois encore un lieutenant qui tournait en cage comme un lion furieux lorsqu'il n'était pas au baroud. On sentait bien que sa vie était entièrement vouée aux combats et qu'il n'attendait que cela. Moi, je préférais rester au cantonnement. Quant aux copains, ils formaient une bonne équipe. Je me souviens particulièrement de l'un d'entre eux, instituteur à Bergerac. Il a été tué dans une embuscade et cela m'a causé un choc profond. (...) Sinon, les appelés formaient souvent des clans par affinités sociales. Je me rappelle un pauvre garçon totalement illettré, un berger des Cévennes je crois, qui était entièrement isolé. J'ai été très surpris qu'à l'Armée, personne n'ait eu l'idée de lui apprendre à lire. (...) Lorsqu'il était encore en fonction, M. Bourges disait que l'Armée était un lieu où régnait l'égalité et où les tensions sociales n'existaient plus. J'ai pu constater que ce n'était pas vrai du tout.

Lors de votre séjour en Algérie, vous étiez déjà dessinateur. L'Armée a-t-elle utilisé vos talents et comment ?

– Au 137^e RI, je passais beaucoup de temps à dessiner sur ma valise, assis sur mon lit. On a remarqué mes dessins et pour les 8 derniers mois de mon service, j'ai été muté à l'Etat-Major du 2^e Train, à Constantine. Là, je travaillais pour le service psychologique. Comme à l'époque je n'avais

pas encore d'idée politique définie, j'étais neutre en quelque sorte, j'ai dessiné des affiches et des tracts pour la « Paix des Braves » et l'auto-détermination. Comme mon travail était de proposer la paix, cela m'intéressait. A ce moment-là, nous étions tous contents de voir de Gaulle arriver, car il apportait un programme de paix. Après, je me suis rendu compte de la façon dont il avait pris le pouvoir... Donc, à Constantine, j'étais au service de presse du 5^e Bureau et par conséquent en contact permanent avec les officiers. Je ne montais plus la garde que tous les 15 jours. En arrivant le matin, il fallait que je fasse le ménage dans le bureau du commandant, mais le reste du temps, je dessinais... On m'a même demandé de peindre le mur d'une crèche tenue par des pieds-noirs dans un faubourg résidentiel. Cela m'a pris un mois complet. Je faisais tout ce qu'on me demandait et je me souviens avoir été aussi peintre en lettres. Sur un immense silo de plus de 30 m de haut, j'ai peint en caractère immense : « De Gaulle vous offre la Paix des Braves ». (...)



Quel est votre sentiment à l'égard des anciens combattants d'Algérie ?

– Ce qui m'étonne toujours, c'est que les anciens combattants ne deviennent pas des pacifistes. (...) Je crois que tous ceux qui ont fait la guerre pourraient témoigner et crier bien haut à chaque fois qu'ils en ont l'occasion : « Plus jamais de guerre. Nous savons ce que c'est et nous n'en voulons plus ! ». Les anciens combattants pourraient également militer pour le désarmement. Cet idéal devrait aussi être celui des associations et je suis sûr que leurs membres auraient un poids énorme, car on prend beaucoup plus au sérieux un antimilitariste qui a fait la guerre (...). Les anciens d'Algérie savent de quoi ils parlent et je suis certain que beaucoup – tout comme moi – auraient bien voulu y échapper. (...)

« Le courage, c'est de rechercher »

Notre Commission nationale « Mémoire-Histoire » s'est réunie les 13 et 14 janvier 2015 dans un contexte très particulier.

Si les travaux se sont avérés aussi fructueux qu'à l'accoutumée, les participants ont été très affectés, consternés et indignés par les attentats perpétrés dans la Capitale et la décision infamante prise par le maire de Béziers.

A cet égard, ils ont tenu à faire les déclarations ci-jointes.

Quand une certaine unanimité semble se prévaloir pour exprimer la volonté de préserver et protéger les valeurs républicaines, le maire de cette commune de l'Hérault s'emploie à falsifier notre Histoire de France et couvrir d'opprobre celles et ceux qui sont morts dans ses pages.

Oser assimiler un ancien officier putschiste, condamné en son temps à la réclusion et amnistié, pour avoir mis en péril les institutions républicaines, à Jean Moulin, héros national de la Résistance inhumé au Panthéon, pour justifier l'inacceptable outrage de tenter d'effacer de la Mémoire des hommes le 19 Mars, date de commémoration nationale de la République Française, est humiliant et honteux.

Quand l'heure est plus que jamais à la mobilisation générale pour permettre à l'école de former les citoyens de demain, il est assez surprenant de constater un certain laxisme de la part des autorités quant à l'attitude négationniste de certains élus au regard de l'écriture de l'Histoire.

Serge Drouot

DÉCLARATION DE LA COMMISSION NATIONALE MÉMOIRE-HISTOIRE

La Commission Mémoire-Histoire de la FNACA est consternée par les drames qui se sont déroulés les mercredi 7, jeudi 8 et vendredi 9 janvier dans la Capitale au journal satirique Charlie Hebdo et dans la boutique Cascher faisant 17 morts et des blessés civils.

Elle condamne ces actes odieux contraires aux valeurs de la République, de la démocratie et de son histoire.

Elle réprovoque l'attitude cynique de ceux qui cultivent le racisme, les extrémismes nous rappelant hélas, des événements tragiques que nous avons nous-mêmes vécus en France et en Algérie pendant la guerre d'Algérie.

Nous avons une pensée particulière pour Cabu et Wolinsky, caricaturistes accomplis et dessinateurs libertaires et démocrates. Ils avaient participé, comme nous, à la guerre d'Algérie.

Nous nous inclinons devant toutes les victimes de ces meurtres et assurons leurs familles endeuillées de notre compassion.

Nous, anciens combattants, acteurs et témoins d'une guerre cruelle, savons ce que représentent les valeurs de la Paix dans une République dont l'Histoire, les lumières, font l'admiration et le respect des peuples du monde entier.

Dans le respect des valeurs qui sont les nôtres et de la mémoire que nous portons et transmettons aux jeunes générations, nous resterons vigilants et mobilisés.

Paris, le 14 janvier 2015

L'HISTOIRE INSULTÉE

La Commission Mémoire-Histoire élève sa plus énergique protestation contre la provocation que constitue la décision du maire de Béziers de débaptiser dans cette ville la rue du « 19 Mars 1962 Cessez-le-feu de la guerre d'Algérie ».

Cette décision inique survient au lendemain où cette même municipalité a décidé d'inaugurer une rue portant le nom d'Hélie Denoix de Saint Marc, ancien officier putschiste, condamné à dix ans de réclusion et amnistié.

Elle est perçue comme une provocation, une revanche de l'OAS vis-à-vis des soldats du contingent et tous les militaires républicains qui, par leur loyauté aux institutions de la République, ont fait échec au putsch des généraux en avril 1961.

Elle est une insulte à nos camarades Morts pour la France, à ceux qui ont survécu, à l'hommage que nous rendons chaque année le 19 mars, lors de la Journée Nationale du Souvenir et de Recueillement à la Mémoire des victimes civiles et militaires de la guerre d'Algérie et des combats en Tunisie et au Maroc.

Nous demandons que l'Etat se porte garant des lieux mémoriaux, rues, écoles, commémoratifs symbolisant des événements marquant de notre Histoire de France, comme l'exige l'UFAC nationale lors de sa dernière assemblée générale en octobre dernier.

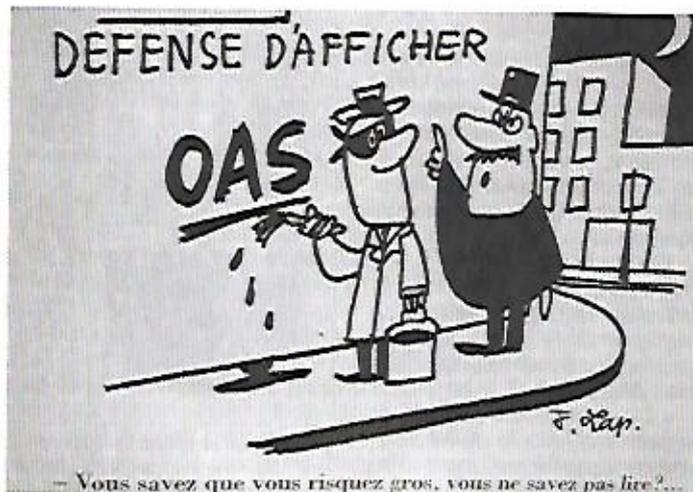
Nous appelons l'ensemble des adhérents de notre Fédération, et plus largement la population française, sa jeunesse et ses institutions, à tout faire pour que l'Histoire soit respectée.

19 mars 2015, ne laissons pas insulter l'Histoire et ses dates.

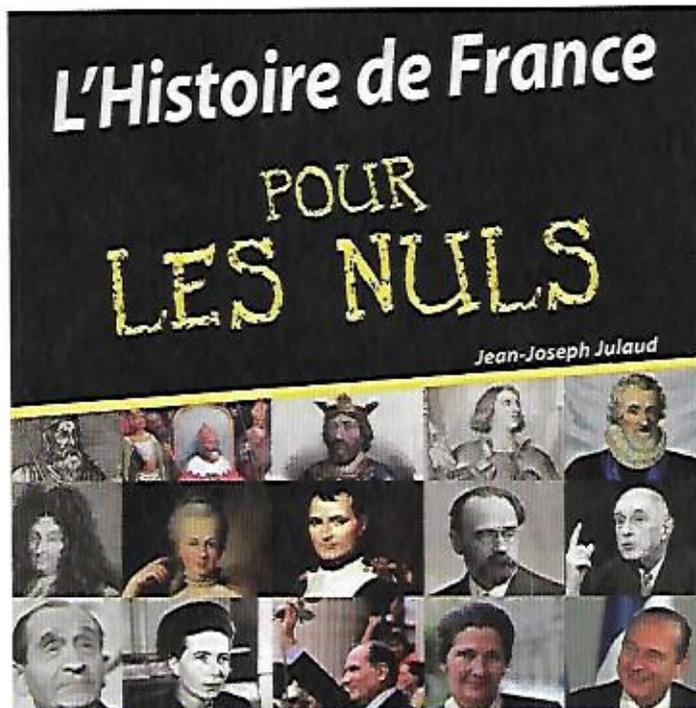
Paris, le 14 janvier 2015



Delphine Renard, 4 ans, est défigurée par l'explosion d'une charge de plastic placée devant le domicile d'André Malraux à Boulogne.



« La vérité et de la dire » (Jean Jaurès)



À mettre entre toutes les mains!

Extraits de l'ouvrage « L'Histoire de France pour les nuls »

22 avril 1961 : Challe, Zeller, Jouhaud, Salan...
« Un quarteron de généraux en retraite... »

Le lendemain, 23 avril, le général de Gaulle se fait accorder les pleins pouvoirs, en vertu de l'article 16 de la Constitution. Dans un discours prononcé le même jour, il dénonce l'action de ce qu'il appelle « un quarteron de généraux en retraite... ». Se sentant isolé, ce « quarteron » abandonne la partie, Challe et Zeller se rendent, mais Jouhaud et Salan s'en vont renforcer les rangs de l'Organisation de l'Armée Secrète.

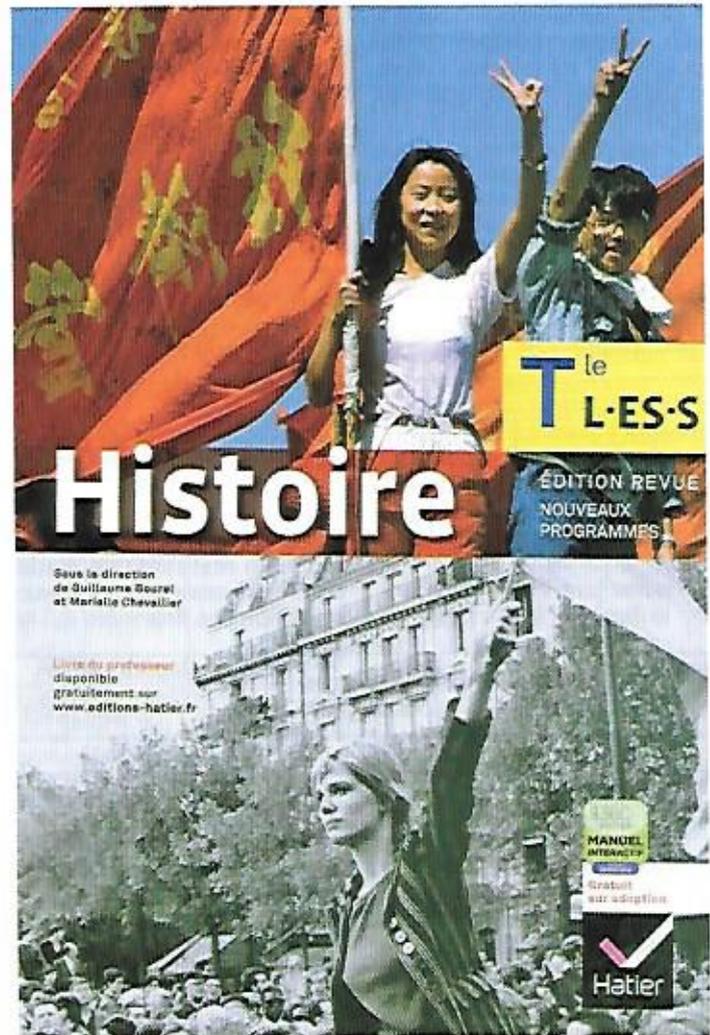
Le 7 février 1962, un attentat contre André Malraux rend aveugle une petite fille dont la photo publiée dans la presse rend l'opinion française très défavorable à l'OAS.



19 Mars 1962 : le Cessez-le-feu en Algérie

La reprise des négociations avec le GPRA est décidée en février 1962, des rencontres secrètes ont eu lieu aux Rousses dans le Jura. La signature des accords d'Évian – ville où se sont déroulés les pourparlers – a lieu le 18 mars, Krim Belkacem représentant le GPRA, Louis Joxe, Robert Buron et Jean de Broglie, le gouvernement français. Ces accords prévoient que les ressortissants français auront trois ans pour choisir leur nationalité, l'Armée ne quittant le pays qu'au terme d'un délai identique. L'Algérie recevra une aide financière de la France – plan de Constantine – qui exerce un droit de préférence dans la distribution des permis de recherche et d'exploitation du pétrole, pendant six ans. Le 19 Mars 1962 est proclamé le Cessez-le-feu en Algérie, à midi.

Le 8 avril, en Métropole, les accords d'Évian sont approuvés par référendum : 90% de oui. Un second référendum a lieu en Algérie le 1^{er} juillet : le oui obtient 99,7% des voix. Entre 1954 et 1962, la guerre d'Algérie aura coûté la vie à près de 30 000 Français, à 140 000 combattants algériens et plusieurs centaines de milliers de civils.



CHRONOLOGIE

- 1^{er} novembre 1954** La Toussaint rouge
- 12 mars 1956** Vote des pouvoirs spéciaux à l'armée en Algérie
- Mai 1956** Envoi du contingent en Algérie
- Janvier-septembre 1957** Bataille d'Alger
- 13 mai 1958** Situation insurrectionnelle à Alger
Elle entraîne le retour du général de Gaulle au pouvoir.
- 19 septembre 1958** Formation du Gouvernement provisoire de la République algérienne par le FLN
- 16 septembre 1959** Droit à l'autodétermination de l'Algérie
De Gaulle évoque pour la première fois le droit à l'autodétermination de l'Algérie.
- 24 janvier 1960** Début de la « semaine des barricades » à Alger
- Février 1961** Création de l'OAS
- 26 avril 1961** Échec du putsch des généraux
- 17 octobre 1961** Manifestations pacifiques à Paris
Plusieurs dizaines de milliers d'Algériens manifestent dans les rues de Paris. La répression est brutale.
- 8 février 1962** Manifestation à Paris contre l'OAS
Cette manifestation fait 9 morts au métro Charonne.
- 19 mars 1962** Cessez-le-feu
- 5 juillet 1962** Indépendance de l'Algérie